



Holding et transformations multiples

Face à un gouvernement et à une Direction qui multiplient les attaques, la bataille continue :

Assemblée générale des personnels le mardi 17 juin à 13 h

En ce jour de fête à Radio France - enfin, pour celles et ceux qui se trouvent à la Maison de la Radio et de la Musique – difficile d’avoir le cœur à sabrer le champagne, alors que les équipes sont fragilisées partout et qu’elles se sentent menacées dans leur quotidien comme dans leur avenir.

Voilà maintenant plus de deux ans que le gouvernement, après avoir détruit son mode de financement, tente d’affaiblir l’audiovisuel public à travers son projet de holding. Une réforme de la gouvernance systématiquement repoussée, mais sans cesse remise à l’agenda, comme c’est de nouveau le cas, les 17 et 30 juin.

Avec leurs homologues de France Télévisions, de l'INA et de France Médias Monde, les salarié.e.s de Radio France se sont systématiquement et fermement opposé.e.s à toutes ces manœuvres de déstabilisation en dénonçant **les risques sur l'indépendance éditoriale, sur la place de la radio de service public, sur les projets de filialisation de France Info et d'ICI et plus largement sur les risques concernant les conditions d'exercice de l'activité que ce projet nous réserve.** La "BBC à la Française" de la ministre de la Culture n'est qu'un paravent, porté à des fins politiques et personnelles, pour, au final, affaiblir des médias qui font leur travail en toute indépendance et tenter de les mettre au pas, selon l'intérêt du pouvoir politique en place, quel qu'il soit.

Mais aujourd'hui le ver est dans le fruit. Le discours de la Direction sur la nécessité de nous transformer nous-mêmes pour nous protéger des attaques de l'État ne tient plus : parce que, nous le voyons bien, rien ne nous préserve de l'acharnement de la ministre de la Culture, parce **que les budgets de Radio France sont décapités quoi que nous fassions**, et désormais parce que **l'entreprise elle-même, ayant intégré ces pressions extérieures, se saborde en menant des projets contre l'intérêt des équipes**, et à terme, de ses auditeurs. Après le "tournant", la "bascule". Et demain, "la chute" ?...

Les spécificités de la radio publique et de ses missions, sources de son succès sont aujourd'hui remises en cause : **une production interne à 100 %, un savoir-faire incontestable dans le son au service de tous les publics, une information fiable et vérifiée, une qualité de l'offre musicale, etc.**

Tout ceci est désormais remis en question. La casse sociale et la dégradation des conditions de travail sont fortement accélérées en interne jusqu'à un point de non-retour. Depuis quelques mois, la Direction de Radio France fait feu de tout bois en attaquant **nos organisations, les conditions de travail, l'exercice de nos métiers et l'existence même de services entiers, en générant une perte de sens au travail pour beaucoup d'entre nous.**

Les élu.e.s du personnel, dans les instances représentatives, observent la multiplication des projets de nature à affaiblir Radio France :

- Le plus emblématique est **la disparition de Mouv'**. En plus d'être une entorse manifeste à l'une des missions de Radio France : parler à tous les publics, elle porte un message terrifiant pour tous.te.s les salarié.e.s qui peuvent penser que "leur tour viendra". En faisant passer le message que l'audience et le coût d'une chaîne sont désormais des critères prépondérants et supplantent les missions qui nous sont dévolues par le législateur, la direction de Radio France sème la terreur dans les équipes et libère les pires penchants d'un management pléthorique et décomplexé.
- Cette fermeture ouvre un chapitre de **diminution de fréquences FM** attribuées à Radio France, dont la prochaine victime programmée sera **France Musique**. Tout semble bon pour faire des économies visiblement, y compris risquer de compromettre les résultats d'audiences FM... Un recul de couverture de diffusion radical et sans précédent.
- L'autre coup majeur porté à Radio France est **la réforme des modes de production**, qui capillarise l'ensemble des services et des chaînes pour conduire à un affaiblissement des spécificités des métiers, à une érosion des compétences et in-fine à une perte de qualité de la proposition éditoriale. **FIP, France Inter, France Culture, France Musique, et maintenant ICI sont touchées.** Les métiers de technicien du son, réalisateur, MMO, animateur, et par voie de conséquence attaché de production, chargé de programme documentaliste, programmateur musical... se retrouvent fragilisés, c'est particulièrement notable dans **le projet tentaculaire "mission TCR"**.
- Dans le même esprit, **la remise en cause du NAC musiciens** est de nature à conduire à toujours plus de flexibilité, susceptible de mettre en danger tant la santé que la qualité des prestations des musicien.ne.s, et ce sans la moindre évaluation ni compensation. Le Chœur, après avoir été amputé de plus d'un tiers de ses effectifs, subit en plus une baisse « criante » d'ambition artistique.

- **Dans le réseau ICI**, les projets de la Direction sont tout autant mortifères, dans leur renoncement à l'une des missions essentielles du service public : la proximité ; c'est pourquoi ils fédèrent la colère et l'opposition des salarié.e.s. Devant la chute des audiences, la réforme de la Direction est à rebours de la spécificité du local et des besoins des territoires. Après un changement de nom hasardeux au coût faramineux, **la Direction fragilise l'identité même des locales en centralisant d'avantage les décisions, en imposant des contenus nationaux, en réduisant la part d'antenne spécifique en direct** et en laissant moins de latitude aux équipes jusqu'à faire disparaître de plus en plus de chroniques locales.
- Les salariés **des directions transverses** (Logistique et bâtiment, Documentation, Réhabilitation, RH, Finances, Achats, Informatique...) subissent eux aussi de plein fouet cette logique dangereuse. **Bien qu'assurant des missions essentielles au bon fonctionnement de Radio France**, ils doivent faire face à des réorganisations, une charge de travail exponentielle, des décisions incohérentes, ainsi qu'à un profond malaise. Le manque de reconnaissance, l'insécurité quant à leurs missions et un isolement croissant rendent leur quotidien de plus en plus difficile et **les mets en souffrance psychosociale avérée**.
- Et comme la Direction attaque sur tous les fronts, au prétexte d'économies toujours plus grandes à réaliser, elle fait **planer la menace sur la tenue même des CSC/CPS 2026** pour tous les métiers, en transformant la progression salariale en variable d'ajustement et en reniant ses engagements contractés dans les textes collectifs (NAC Journalistes et PTA/CDDU/Musiciens)
- Enfin, c'est sa dernière arme, la Direction s'en prend aux œuvres sociales en annonçant **sa volonté de retirer son financement au CI ORTF**. Preuve ultime que les salarié.e.s sont sacrifié.e.s sur l'autel des économies budgétaires.

La stratégie de la Direction consiste à nous faire rentrer de force dans le cadre d'une holding destructrice pour la radio publique. Nous ne pouvons accepter plus longtemps de voir se dégrader notre modèle social, éditorial et humain. La réponse sera un mouvement d'ampleur car ces attaques concernent tous les personnels de Radio France.

C'est pourquoi l'intersyndicale vous donne rendez-vous mardi 17 juin à 13 heures pour une AG extraordinaire des personnels de Radio France.